

Chirac, Raffarin, Seillières : L'insécurité sociale généralisée

En quelques jours, le gouvernement nous a bombardés de mesures qui, si elles s'appliquent, vont saccager tout ce qui reste d'acquis sociaux.

Pourtant les chiffres sont déjà accablants : au-delà de ceux du chômage largement sous-évalués, on compte en réalité six millions de travailleurs privés d'emploi ou en temps partiel forcé.

Six millions de personnes (sur)vivent actuellement grâce aux minima sociaux : RMI et allocation de solidarité spécifique (ASS).

Tous les salariés, du privé comme du public, actifs ou chômeurs, sont concernés !

Pour lutter contre le chômage et les ravages sur la vie de tous, il faut un plan d'urgence :

CONTRE le chômage, la précarité et la misère

POUR l'interdiction des licenciements sous peine de réquisition, à commencer par les entreprises qui font des bénéfices (oui à l'ouverture des livres de comptes des entreprises)

CONTRE la politique du gouvernement Chirac-Raffarin et des partis de droite

POUR un rejet radical de l'extrême droite et faire contrepoids à Le Pen et au Front national

POUR une autre politique de gauche que celle menée au gouvernement par les partis de l'ex-gauche plurielle

*La Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière présentent des listes communes aux prochaines élections régionales partout en France. Dans l'Essonne, la liste est conduite par **Dominique Rémond**, électronicienne de maintenance à la Snecma Corbeil, pour LO et **Patrice Wach**, professeur au lycée Camille-Claudé de Palaiseau, pour la LCR.*

REUNIONS PUBLIQUES LO-LCR avec les têtes de liste de l'Essonne

Palaiseau

le jeudi 12 février à 20 h 30
salle Guy-Vinet, place Salvador-Allende
(zone industrielle).

Etampes

le vendredi 13 février à 20 h 30
Maison des associations,
place du Jeu-de-Paume.

Les Ulis

le jeudi 26 février à 19 h, local collectif
résidentiel, 15, Courdimanche.

Massy

le mercredi 3 mars à 20 h 30
Maison de l'emploi et de la formation,
10, rue du Noyer-Lambert, quartier
Opéra (face au Centre omnisports).

Corbeil

le vendredi 5 mars à 20 h 30,
Bourse du travail,
35, rue Emile-Zola
(derrière la gare SNCF).

Evry

le mercredi 10 mars à 20 h 30,
salle de fêtes, place Bexley.

Sainte-Geneviève-des-Bois

le jeudi 18 mars à 20 h 30
salle du champ de foire
(champ de foire, près de la piscine).

Vigneux

le 19 mars 20h30,
salle Paul-Langevin,
quartier de la Croix-Blanche.



Olivier
Besancenot

Arlette
Laguiller

Régionales 2004 :
soutenez les listes
LO-LCR

En votant pour les
listes LO-LCR, vous
pourrez élire des
femmes et des
hommes qui,
comme ils l'ont
toujours fait,
resteront fidèles aux
intérêts des
travailleurs.



Ligue Communiste Révolutionnaire - Fédération de l'Essonne

Tél : 06 82 94 59 51 et 06 85 02 17 51 fax : 01 69 81 01 53 /

mail : lcr-massypal@tiscali.fr / site internet : www.lcrmassypalaiseau.chez.tiscali.fr



Contre le chômage :

interdiction des licenciements

Depuis des années, les attaques contre les salariés sont incessantes, les **retraites diminuées** (loi Balladur de 1993 et loi Fillon de l'an passé), le **Code du travail explosé** (de la flexibilité d'Aubry aux attaques contre les 35 heures de Fillon, des contrats jeunes aux CDD et bientôt, avec le « contrat de mission », la destruction des contrats à durée indéterminée), les **chômeurs privés d'allocations** (radiations en masse de chômeurs, suppression de l'allocation spécifique de solidarité, création du RMA, etc.).

Chacun à leur tour, tous nos droits sont remis en cause : le droit au travail, le droit à la santé, le droit à la retraite, et bientôt le droit à l'éducation (avec les attaques contre la scolarité jusqu'à 16 ans).

Si nous laissons faire cette droite aux ordres du Medef, c'est un siècle de conquêtes sociales qui va voler en éclats.

TCHERNOBYL BIS

EN 2004
130 000 DEMANDEURS
D'EMPLOI VONT ÊTRE
VICTIMES DE
RADIATION...



- FILLON -

impression Rotographie

zoom

ESSONNE

Le bilan d'une gestion libérale

Notre département n'est pas en reste : plus de deux mille emplois sont menacés par les plans patronaux en cours : entrepôts d'Atac à Brétigny, Hewlett-Packard et Plein Ciel aux Ulis, Grimaud à Chilly-Mazarin, Thales, Ericsson et CGG à Massy, Alcatel à Nozay, Altis (IBM et Siemens) au Coudray-Montceaux. L'exemple d'Altis montre aussi les responsabilités de la

gauche sociale-libérale dans la situation de l'emploi.

Altis vient d'obtenir du conseil général de l'Essonne une subvention de 5,3 millions d'euros censée « pérenniser » l'entreprise sur le site, au moment même où des menaces pèsent sur l'emploi des travailleurs. Cela rappelle les 725 000 euros versés par ce même conseil général

aux patrons de LU-Danone qui peu de temps après décidaient de fermer l'usine de Ris-Orangis.

Des « bonnes âmes » libérales, de droite comme de gauche, peuvent essayer de démontrer qu'il y aurait plus d'emplois créés que supprimés en Essonne, mais elles ne peuvent cacher la réalité des quelque 40 000 chômeurs dans

le département, ni l'augmentation incessante du chômage des jeunes Essonnais. Après une hausse de 27 % en 2001 et de 25 % en 2002, on attend les chiffres pour 2003... Et déjà d'autres plans sociaux et restructurations s'annoncent, notamment dans les services publics. Un autre aspect du bilan du Medef et des

divers gouvernements, c'est l'existence de 14 restaurants du cœur en Essonne (ce dont ils semblent très fiers). 9 846 Essonnais y ont eu recours en 2003, parmi lesquels 28 % ont des revenus inférieurs à 200 €.

